

# JEUNESSE DU MONDE

**Journal de la Jeunesse pour la Renaissance Communiste en France**

## Pour une rentrée combative !

*Face à l'aggravation de la crise capitaliste mondiale, la rentrée 2025 s'annonce placée sous le signe de l'instabilité et de la colère populaire. Tandis que l'inflation étrangle les foyers populaires, que les services publics s'effondrent, que la précarité s'installe comme norme pour la jeunesse, l'oligarchie capitaliste – sous l'égide de l'Union européenne et de l'OTAN – pousse toujours plus en avant vers la guerre, la répression antidémocratique, la fin de notre indépendance nationale et la destruction de nos conquêtes sociales.*

Il est urgent de tirer les leçons de cette situation : la jeunesse n'a plus le luxe de l'attentisme. Se « préparer à la rentrée », c'est se préparer à l'action. Le pouvoir macroniste, lui, simple gestionnaire des intérêts du grand capital, organise la casse de nos droits et le réarmement de l'Europe sous l'égide de l'impérialisme nord-américain et d'une Allemagne capitaliste réindustrialisée et surpuissante, au détriment de la paix et de la souveraineté des peuples.

Dans ce contexte, la lutte ne peut être dissociée de l'organisation. L'histoire a prouvé qu'aucun changement profond n'est possible sans un travail patient de conscientisation, de structuration

et d'unification des forces progressistes, patriotiques et antifascistes. La jeunesse doit se rapprocher du monde du travail, renouer avec les luttes de la classe ouvrière, et prendre toute sa place dans le combat pour une rupture révolutionnaire avec l'ordre établi. Cette rupture ne peut également se passer du combat pour la reconstruction et l'organisation d'un grand PARTI réellement communiste dans notre pays, redevenant le fer de lance du mouvement ouvrier et populaire en France.

Nous ne voulons pas de l'avenir fait de misère, de guerres et d'extermination du genre humain que nous promet l'UE, cette prison des

peuples, et l'OTAN, bras armé de l'impérialisme atlantique. Nous devons construire une alternative indépendante, populaire et patriotique, en rupture totale avec le capitalisme.

À la JRCF, nous appelons les jeunes à ne pas attendre. Rejoignez-nous pour construire ensemble les outils de la lutte : dans les lycées professionnels et généraux, les facs, les quartiers, sur les lieux de travail. Faisons de la rentrée à venir un tournant : celui du réveil révolutionnaire d'une jeunesse consciente, combative et organisée. La lutte ne fait que commencer.

**Par Gilliat,**  
**directeur politique de la JDM**

### sommaire

**édito : p. 1**

- Pour une rentrée combative !

**actualités : p. 2 et 3**

- Crise du logement : la jeunesse en première ligne
- À propos de la refonte du Service national universel

**idées nouvelles : p. 4**

- Hégémonie, n.f.

**international : p. 5**

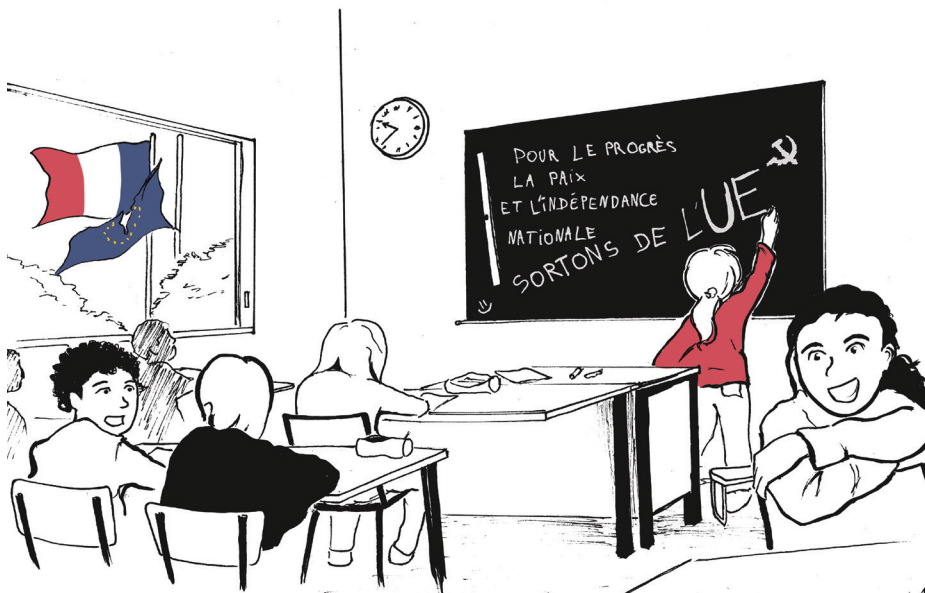
- La guerre : horizon stratégique de l'impérialisme états-unien

**culture : p. 6 et 7**

- Fêtes estivales : la répression en musique

**brèves : p. 8**

- La campagne pour la paix de la JRCF continue !



## Crise du logement : la jeunesse en première ligne

*En France, la crise du logement frappe avec une violence inouïe. Plus de 350 000 personnes sont sans domicile fixe, en hébergement d'urgence ou à la rue, soit deux fois plus de personnes qu'en 2012 selon la Fondation pour le logement des défavorisés. Ainsi, chaque soir, 6 000 personnes dorment à la rue, dont presque la moitié sont des mineurs. En 2024, le collectif Mort de la rue a recensé le décès de 855 sans-abris, un record dramatique. Parmi eux, 19 enfants de moins de 4 ans et 7 adolescents ayant entre 15 et 18 ans.*

Ces tragédies traduisent l'échec d'un système incapable de garantir le droit fondamental à un logement digne. Cette crise structurelle frappe des millions de personnes dans l'ensemble du pays et en particulier les jeunes. La fin de la campagne Parcoursup illustre les difficultés que rencontrent de nombreux étudiants pour se loger. En effet, le nombre de logements CROUS est largement insuffisant, les résidences souvent insalubres, surpeuplées et inadaptées en termes d'espace et d'accessibilité. Faute de places, beaucoup sont contraints de vivre dans des conditions précaires et de s'orienter vers le marché locatif privé souvent hors de prix. Même avec un emploi, l'accès à un logement décent et stable en location voir à fortiori l'accès à la propriété reste difficile. D'abord, car la précarisation croissante de l'emploi et la baisse des aides au logement affaiblit la capacité des jeunes à se loger. Ensuite, parce que la rareté et la saturation de l'offre entraînent une flambée des prix et des loyers. Tout cela, d'autant plus accentué dans les grandes agglomérations par la location touristique (type Airbnb), raréfiant l'offre à long terme. Le logement social quant à lui reste largement inaccessible pour les jeunes, moins de 5% des jeunes y accèdent, en raison d'une concurrence élevée ou d'un manque d'information. De ce fait, de plus en plus de jeunes sont contraints de vivre chez leurs parents. Près de 5 millions d'adultes vivent chez leurs parents (dont 1,3 million âgés de 25 ans et plus), soit un chiffre en hausse de 250.000 personnes en 7 ans.

Les causes de cette crise sont structurelles de ce système économique inégalitaire et spéculatif. Un million de propriétaires possèdent à eux seuls la moitié du parc locatif. Pendant ce temps, l'Etat la rente : niches fiscales, défiscalisation des meublés touristiques et SCI permettent aux plus riches de maximiser leurs profits sur le dos des travailleurs et des jeunes. Aujourd'hui, devenir propriétaire est devenu un mirage du fait de la spéculation mais également des bas



salaires qui ne suivent pas du tout l'inflation des prix de l'immobilier. C'est pourquoi l'accès aux logements sociaux est vital. Or, la France ne dispose pas et ne bâtit pas non plus assez de logements sociaux, du fait des blocages par les collectivités locales de droite et des coupes budgétaires. Ainsi, en 2025 la mission « cohésion et territoire » consacrée au développement du logement social s'est vu amputée de 1,1 milliards d'euros par rapport au budget de 2024. Des coupes au profit de l'armée dont le budget ne cesse

d'augmenter, tandis que le secteur du logement est saigné. Le budget des APL a été réduit de 300 millions d'euros, les aides à la rénovation sont amputées de 460 millions d'euros. Au total, en 2025, 1,5 milliards d'euros en moins pour le logement. Cet ensemble de politiques est inhérente au système capitaliste qui privilégie les profits aux besoins, qui spéculer sur les logements, organise la ségrégation spatiale et freine l'aménagement du territoire.

Alors, face à l'urgence sociale que pose la crise du logement, il faut des mesures immédiates telles que la réquisition des logements vides, l'encadrement strict des loyers, l'augmentation des APL, l'augmentation du nombre de résidences CROUS et leur modernisation. Ainsi, que différentes réformes structurelles comme la mise en œuvre effective du 1% logement patronal, la contribution des compagnies de BTP au financement du logement social, la construction massive de nouveaux logements sociaux, la mise en place d'aides financières pour l'accès à la propriété des jeunes ménages et des ménages modestes. Mais, au-delà de ces solutions techniques, c'est une rupture politique avec le capitalisme et la spéculation immobilière qui s'impose. Pour cela, il est nécessaire de rompre avec l'UE et l'OTAN qui sacrifient les dépenses sociales aux profits des marchands d'armes et des rentiers, et de construire un véritable projet socialiste dans lequel l'accès à un logement digne sera un droit inaliénable et garanti par la puissance publique.

**Pierre**

## À propos de la refonte du Service national universel

*Un sondage récent de mars 2025 révélait que 41% des moins de 35 ans étaient favorables au retour au service national obligatoire, supprimé par Chirac en 1997.*

Après la campagne de recrutement dans l'armée française, Emmanuel Macron a annoncé une possible refonte du Service national universel (SNU), pseudo-service obligatoire mais véritable opération de propagande macroniste, créé en 2019 sur la base du volontariat. Le Haut-Commissariat au Plan a donc préparé, dans le cadre d'une note du 5 mai 2025, un plan de refonte de ce service. Dans les possibilités envisagées, il y a le retour au service militaire, obligatoire ou sur base du volontariat, sur 6 mois. Ce possible retour se fait dans le cadre d'une réouverture du service militaire dans les pays de l'Union européenne, en préparation d'un potentiel conflit de haute intensité à l'est de l'Europe. D'ailleurs, la note envisage

plus largement ce service dans le cadre de l'UE. Est-ce à dire que ce projet de retour du service national se trouve dans la même lignée que le projet d'armée européenne de Macron ? C'est fort possible.

### Sommes-nous contre le retour à un service militaire ?

Non. Bien sûr, nous sommes en désaccord avec le projet macronien qui consiste à davantage militariser la société pour envoyer nos jeunes à la boucherie, dans une guerre potentiellement nucléaire si elle se faisait contre des pays comme la Russie et la Chine, tout en sabrant l'unité nationale au profit de la souveraineté européenne. Bref, en faisant travailler une fois de plus les appelés pour l'ordre capitaliste. Cependant, le service

militaire avait aussi l'avantage de mettre le peuple en armes, et donc potentiellement formé aux techniques militaires, prêts à s'en servir pour la révolution, ce qui a toujours été la peur des dominants. Créer dans un esprit démocratique, en lien avec les organisations populaires, entraînant les conscrits dans leurs propres départements (dont ils connaissent mieux le territoire), formés pratiquement et théoriquement pour la défense stricte du territoire nationale et pas européen, le service national serait refondu de telle manière qu'il crée une véritable « armée nouvelle » à même d'affronter les défis de notre temps et cesser d'être l'arme des capitalistes qu'il est aujourd'hui.

**Ambroise**

## Le PRCF et la JRCF à la Fête de l'Humanité 2025 !

*19h30, un mardi soir. Paula ferme son ordinateur après ses cours et son service d'AED au collège. Quentin quitte sa maison d'édition. Rendez-vous des cadres de la JRCF pour préparer la Fête de l'Humanité 2025.*

Derrière l'effervescence du futur stand PRCF, des mois de travail minutieux. Paula jongle entre fac et surveillance au collège, Quentin entre édition et organisation. « On ne peut pas improviser », sourit Paula. « C'est motivant de montrer qu'on peut étudier, travailler, et porter un projet politique ambitieux. »

L'organisation s'affine : équipes pour la vente du journal, la cuisine, la sécurité, les échanges politiques. Paula coordonne la formation aux crêpes qui aura lieu lors du camp d'été de la JRCF. « C'est beau de voir notre jeunesse qui se forme, nos militants qui se mobilisent. »

Le programme prend forme : tables rondes avec Annie Lacroix-Riz et Georges Gastaud, diffusion d'*Initiative Communiste* et de la *JDM*, partenariat avec les Éditions Delga et le Café Marxiste, ventes d'objets à l'effigie du PRCF. Le tout dans une ambiance festive : musique, restauration, convivialité communiste.

Reste à concrétiser cette ambition ! Le PRCF et la JRCF compte sur votre solidarité pour donner à cette Fête l'ampleur méritée. Pour accéder à la cagnotte en ligne et aux modalités de soutien : tous les détails ci-contre ! Rendez-vous sur notre stand le 12, 13 et 14 septembre !

**▶ SOUTENEZ LE PRCF  
FÊTE DE L'HUMANITÉ 2025**

*Votre soutien compte ! Agissez dès maintenant !*

**Votre impact :**

- 200€ Organiser une conférence à la Fête de l'Humanité
- 100€ Louer un réfrigérateur pour notre stand
- 50€ Financer l'achat d'une banderole
- 25€ Contribuer à nos frais de restauration sur place
- 10€ Participer à l'impression de nos tracts pour la Fête

**Comment donner :**



CAGNOTTE EN LIGNE  
Rapide et sécurisé !

CHÈQUE

Ordre : PRCF  
PRCF - Service Dons  
Alain RONDEAU  
7 rue de Villaroy  
78280 Guyancourt



VIREMENT BANCAIRE

IBAN : FR76 1348 5008  
0008 0014 2370 493  
BIC : CEPAPRPP348  
Libellé : DON-PRCF

## Hégémonie, n.f. :

Def. CNRTL : Suprématie politique et militaire d'une ville, d'un État, d'un peuple sur d'autres.

À la fin de la Seconde Guerre mondiale, le paysage géopolitique mondial est bouleversé. Les vieilles puissances impérialistes européennes et japonaises, ruinées par la guerre, voient leur domination s'effondrer. L'Union soviétique, bien que victorieuse, est exsangue après avoir supporté l'essentiel du fardeau humain et matériel dans l'écrasement du nazisme. Dans ce contexte, les États-Unis, dont l'appareil industriel et militaire est intact, s'imposent pour construire leur hégémonie impérialiste globale.

Sous couvert de générosité, le plan Marshall (1948-1952) constitue en réalité le pilier économique de l'hégémonie étasunienne, conditionnant la reconstruction européenne à l'ouverture des marchés et à la restructuration des économies selon les besoins de l'hégémonisme étasunien. En Allemagne et au Japon, les réformes d'occupation créent des économies satellites intégrées à la machine de guerre étasunienne par des privatisations et une modernisation technologique qui transforment ces anciennes puissances rivales en relais stratégiques de Washington. Cette domination économique trouve son prolongement militaire dans la création de l'OTAN en 1949, qui sous prétexte de «menace soviétique» place les armées européennes sous commandement intégré étasunien, réduisant à néant toute autonomie stratégique : seule la France gaulliste tentant brièvement d'y résister avant de capituler face à son isolement. Cette emprise s'étend même au domaine culturelle notamment via Hollywood (80% du marché en 1945) et les médias, imposant un modèle individualiste qui érode les solidarités. Les élites locales, formatées, deviennent des relais dociles de Washington.

Les méthodes de domination capitaliste ont traversé trois phases historiques distinctes. La première, le colonialisme, qui se caractérise par l'annexion territoriale violente, l'exploitation exclusive des populations asservies et les guerres de partage du monde entre puissances coloniales. La seconde, le néocolonialisme, qui substitue à la domination ouverte des mécanismes plus subtils d'assujettissement : endettement, dépendance industrielle

organisée et cooptation d'élites locales tout en tolérant des indépendances factices. La dernière en date : la vassalisation, qui étend les méthodes néocoloniales aux métropoles impérialistes elles-mêmes, désormais intégrées de force dans l'orbite étasunienne tout en conservant une fonction prédatrice subalterne au sein du bloc atlantiste. Cette évolution reflète la sophistication croissante des rapports de domination impérialistes.

Contrairement aux rivalités horizontales du passé guerres totales entre impérialismes de tailles similaires, la vassalisation instaure une domination verticale. Les bourgeoisies européennes, japonaise, etc. deviennent des bourgeoisies compradores, servant les intérêts étasuniens tout en exploitant à leur tour le Sud global. Cette nouvelle méthode s'illustre notamment par l'absence de guerres directes entre grandes puissances depuis 1945 : Washington régule les conflits entre ses vassaux, comme un maître surveillant ses chiens en laisse.

L'émergence de l'hégémonisme étasunien marque un tournant historique, le système impérialiste mondial ne se limite plus à l'exploitation des peuples colonisés et soumet même les anciennes métropoles impérialistes à une domination totale étasunienne incarnant l'aboutissement du capitalisme monopoliste. Mais comme le prévoyait Lénine, ce système génère sa propre contradiction : les résistances populaires internes et l'émergence d'un front anti-hégémonique mondial (Chine, Russie, Iran, etc.).

La tâche des communistes est d'analyser ces rapports de force composites, mobiliser le prolétariat mondial pour aiguïser les contradictions au sein même du front anti-hégémonique pour accélérer sa transformation en véritable front anti-impérialiste. Le prolétariat, principale force exploitée par le capital, reste la seule classe capable de renverser définitivement l'ordre impérialiste en ouvrant la voie au socialisme.



# La guerre : horizon stratégique de l'impérialisme états-unien

Depuis le retour de Donald Trump à la présidence en janvier 2025, la politique extérieure des États-Unis confirme une tendance lourde du capitalisme contemporain : la fuite en avant vers l'affrontement global pour maintenir l'hégémonie d'un système en crise. Les tensions commerciales, militaires et diplomatiques ne sont pas des maladroites, mais le fruit d'une stratégie cohérente de domination impérialiste. L'objectif est clair : restructurer les échanges mondiaux au profit du capital étatsunien, en isolant les puissances concurrentes.

Trump poursuit le projet expansionniste étatsunien, expérimenté à maintes reprises, notamment en octobre 2024 lors de la contestation de la souveraineté de la Chine sur Taïwan. En décembre, il réclamait la souveraineté sur le canal de Panama, menaçait le Canada de sanctions et évoquait l'achat du Groenland. Ces provocations relèvent d'un projet impérialiste assumé : accaparement des ressources et dissémination militaire.

Pour imposer leur domination, les États-Unis injectent des milliards dans l'industrie exterministe, alimentant des guerres de pillage à travers le monde :

- En Ukraine, depuis 2022, l'impérialisme étatsunien a investi plus de 75 milliards de dollars en armes et soutien logistique à Kiev, prolongeant une guerre par procuration contre la Russie.
- Au Moyen-Orient, les États-Unis soutiennent sans relâche l'entité sioniste dans son génocide contre le peuple palestinien et dans sa guerre tout aussi illégale contre l'Iran, fournissant des armes, une protection diplomatique et profitant des massacres pour tester de nouvelles technologies militaires comme le criminel « Dôme de fer », prélude au tout nouveau « Dôme d'or » étatsunien.
- À Taïwan, en octobre 2024, les États-Unis ont vendu pour 2 milliards de dollars d'armes, dont des missiles éprouvés en Ukraine, attisant les tensions pour justifier leur course aux armements.

Chaque dollar dépensé révèle une même logique : celle d'un empire décadent prêt à plonger le monde dans le chaos pour perpétuer son hégémonie. Enrichissant les complexes militaro-industriels, ces conflits engendrent des bénéfices colossaux pour les États-Unis :

- En Ukraine, il s'agit d'affaiblir la Russie pour préserver l'hégémonie du dollar et contrôler ressources et marchés européens.
- Au Proche-Orient, le soutien à Israël assure la domination stratégique sur les réserves pétrolières et les routes maritimes, tout en écrasant la résistance palestinienne au profit des multinationales étasuniennes.
- En Chine, la hausse des taxes douanières et la provocation vis-à-vis de Taïwan visent à isoler Pékin, couper ses circuits industriels vitaux et réorienter les flux vers les États-Unis.

Face à l'impérialisme étatsunien, l'Union européenne ne résiste pas : elle s'aligne. Loin d'affirmer une quelconque souveraineté, elle suit l'agenda de l'OTAN. Le plan de rupture totale avec le gaz russe d'ici 2027 en est une démonstration éclatante : cette politique menace directement les conditions de vie des peuples européens tout en consolidant la dépendance énergétique au bloc occidental. Les ventes d'armes sont acceptées sans débat au sein de l'UE, exposant les populations européennes au risque d'une guerre mondiale, pendant que l'austérité s'installe pour faire payer la note aux travailleurs.

Qu'il s'agisse de la Russie, de la Chine ou de tout autre pays récalcitrant, la stratégie étatsunienne vise à étendre ses marchés, contrôler les routes commerciales et imposer par la force l'ordre impérialiste. Les peuples doivent refuser de servir de chair à canon sous couvert de « démocratie » ou de « liberté ». Nous devons nous mobiliser contre la politique extérieure des États-Unis, qui menace directement notre avenir, nos droits et nos vies au nom des profits du capital.

**Les jeunes veulent vivre,  
non aux guerres  
de l'UE et de l'OTAN !**

**Johanna**



« L'impérialisme, c'est l'agression ! »  
Affiche de propagande soviétique

## Fêtes estivales : la répression en musique

Chaque 21 juin depuis 1982, on célèbre en France la Fête de la musique. Un rendez-vous populaire désormais bien ancré dans le calendrier estival (surtout des jeunes de 18-30 ans), symbole d'un moment convivial de partage, de joie et d'appropriation de l'espace public par les citoyens : concerts improvisés dans les rues, scènes installées sur les places, ambiance festive jusque tard dans la nuit, etc.

Pourtant, avec l'accélération de la fascisation des pays de l'axe OTAN-UE, la menace de la répression policière continue de planer si l'on en juge par l'événement tragique qui s'est déroulé dans la nuit du 21 au 22 juin 2019 à Nantes en bord de Loire.

Ce soir-là, Steve Maia Caniço, un jeune animateur périscolaire de 24 ans ainsi que plusieurs groupes de jeunes réunis là font la fête quand un bataillon de policiers débarquent pour couper la musique (précisons-le d'emblée, le secteur n'est pas habité donc cette dernière ne dérangeait, en théorie, personne). Mais un sound system la ré-allume et diffuse « la jeunesse emmerde le front national » de Bérurier Noir. La police réplique par un déchaînement de violences. 15 jeunes pris dans la panique des fumées des grenades lacrymogènes et des chiens lâchés sur la foule tombent dans la Loire, 7 mètres en contrebas du quai. Les secours réussissent à en sauver 14, excepté Steve Maia Caniço qui trouve la mort. Il faudra plus de 30 jours de manifestation

pour qu'enfin le corps de Steve soit récupéré !

Et la réponse à l'indignation populaire qui s'en est suivie, c'est l'indignité du régime Macron. Indignité que de publier une synthèse choisie d'un rapport de l'IGPN pour écarter, avant toute enquête indépendante, les responsabilités de la police et des ordres qui lui ont été donnés. Indignité que d'interdire à Nantes les manifestations d'hommage à Steve, etc.

En réalité, le droit de manifester est bafoué depuis 2016 et la répression des manifestations contre la loi Travail de Macron-El Khomri. Le régime Macron y a ajouté une escalade dans la répression ultra-violente, sanglante, les arrestations et les procès politiques, les interdictions de manifester systématiques. Cette fascisation En Marche visant d'abord les syndicalistes, les travailleurs en lutte, frappe maintenant tout le monde, y compris une vieille dame tuée par la police alors qu'elle fermait ses volets à Marseille (Zineb Redouane, en 2018), un adolescent

de 17 ans condamné à mort pour un refus d'obtempérer (Nahel Merzouk, en 2023), un livreur père de famille étranglé à mort lors d'un contrôle de police (Cédric Chouviat, en 2020), ou encore un jeune homme noyé un soir de fête de la musique !

Quoi de plus honteux, dans ce cas, que des représentants de la classe bourgeoise comme Edouard Philippe, des éborgneurs, des responsables d'assassinats, sans compter tous les autres crimes dont ils sont coupables, soient invités à des fêtes jadis populaires telles que la fête de l'Humanité, à discuter avec Fabien Roussel du P"CF qui n'a de communiste que le nom ? Et quoi de plus honteux également qu'un ex-gilet jaune intervenu pendant le débat pour le désigner comme tel soit censuré et viré manu militari du plateau ?

Stop aux demi-mesures et aux opportunistes : la violence répressive trouve ses causes dans la structure même du système capitaliste, qui, peinant à se maintenir en place, durcit la main. On ne peut pas passer éternellement son temps à lui faire



du pied à l'instar des social-démocrates prétendument communistes. En effet, le fait est qu'on observe les mêmes dynamiques dans les pays de l'axe UE-OTAN ; c'est pourquoi il est plus que jamais l'heure de revendiquer haut et fort les quatre sorties prônées par le PRCF (sortie de l'euro, sortie de l'OTAN, sortie de l'UE, et bien sûr, sortie du capitalisme !) nécessaires pour l'émancipation des travailleurs et l'établissement d'une police républicaine à travers la

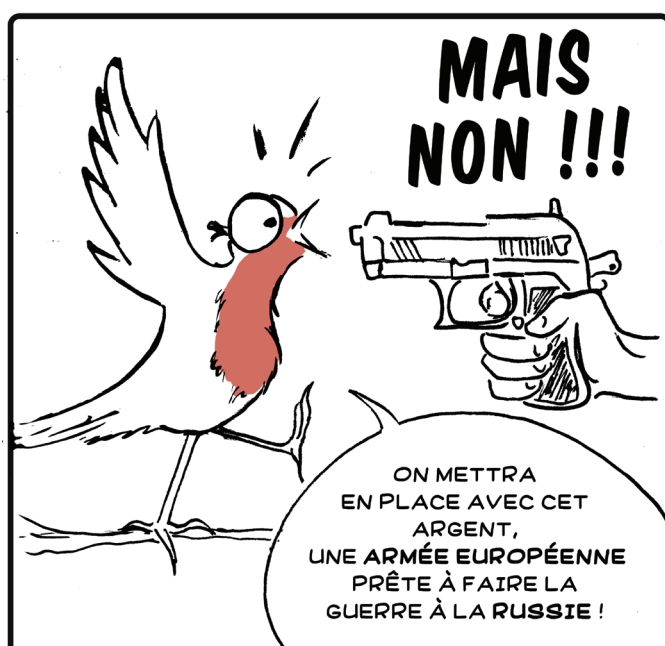
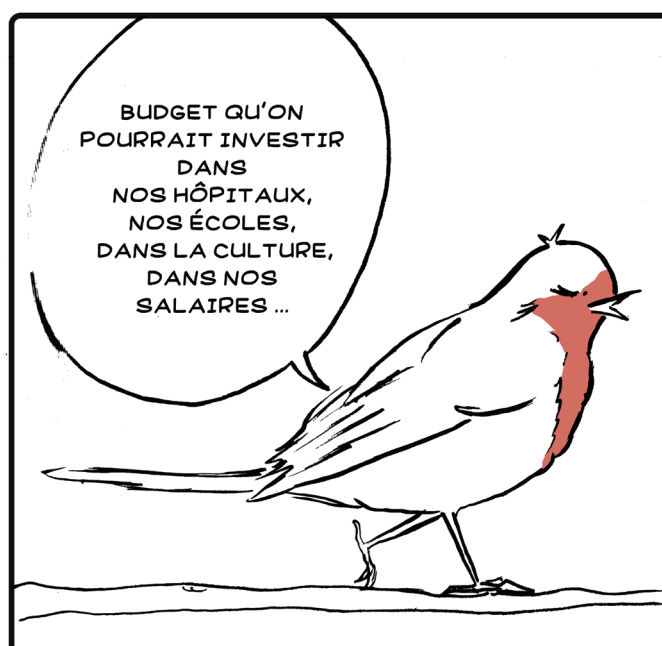
dissolution de la BAC, de l'IGPN, des CRS et de tous les autres groupes comme les BRAV, bénéficiant d'une impunité dans la répression aveugle et sans distinction. Une police au service et sous le contrôle des citoyens et des travailleurs, qui combat toutes les formes d'impunité et de corruption, toutes les délinquances quotidiennes et tous les trafics, toujours dans le respect du cadre républicain fixé. Une police qui ne doit plus être le bras armé de

la bourgeoisie capitaliste, mais un instrument au service des citoyens et des travailleurs, dont les effectifs doivent se composer de gardiens de la paix chargés d'assurer la tranquillité et la sûreté publiques nationales et qui, en ce sens, doivent bénéficier du soutien total des forces communistes dans leurs missions quotidiennes.

Maxime

## Les chroniques du Rouge-gorge

© Roman Le Gac



## La campagne pour la paix de la JRCF continue!

De Marseille à Lille en passant par Toulouse, Lyon, Saint-Étienne, Paris, ou encore Limoges, les militants de la JRCF ont mené de nombreuses actions : distributions de tracts, ventes de notre journal et collages d'affiches !

Dans quel but ? Alerter et dénoncer la marche à la guerre organisée par Macron et l'ensemble des bourgeoisies euro-atlantiques afin d'inciter la jeunesse à se mobiliser contre cette escalade belliciste et proposer une alternative internationaliste, anti-impérialiste et patriotique.

Le mois de mai a été un temps fort de cette campagne. Le 8 mai, pour les 80 ans de la victoire sur le nazisme, la JRCF était au rendez-vous. À Paris, devant le Café du Croissant où fut assassiné Jean Jaurès en 1914, la JRCF a pris part au meeting pour la paix organisé par le PRCF. À Lyon devant la plaque dédiée au résistant communiste Simon Fryd, à Saint-Étienne devant celle de Pierre Semard, militant communiste, syndicaliste et anti-colonialiste ou encore à Marseille devant l'antenne locale de la Commission

européenne, nos camarades ont rendu hommage aux résistants FTP et FTP-MOI et en particulier à notre camarade et président Léon Landini. À Vénissieux, nos camarades ont rejoint la marche des immortels pour saluer la mémoire de celles et ceux qui ont libéré la France et l'Europe du fascisme et honorer les millions de soldats soviétiques tombés au combat. À Marseille, la JRCF a ensuite rejoint l'hommage aux Algériens massacrés par la répression bourgeoise à Sétif le 8 mai 1945.

Autre moment fort : le 29 mai, rassemblements à Paris et Saint-Étienne pour les 20 ans du NON au Traité Constitutionnel Européen.

La JRCF a également exprimé sa solidarité avec les frères Kononovitch, deux jeunes communistes victimes de la répression du régime fasciste ukrainien, transféré

de force vers un centre territorial de recrutement. À Marseille, nos camarades ont multiplié les graffitis pour exiger leur libération.

Cette campagne pour la paix prend aussi place en ligne avec des articles et vidéos à découvrir sur nos réseaux sociaux et à partager avec le hashtag :

### #StopNATOWars

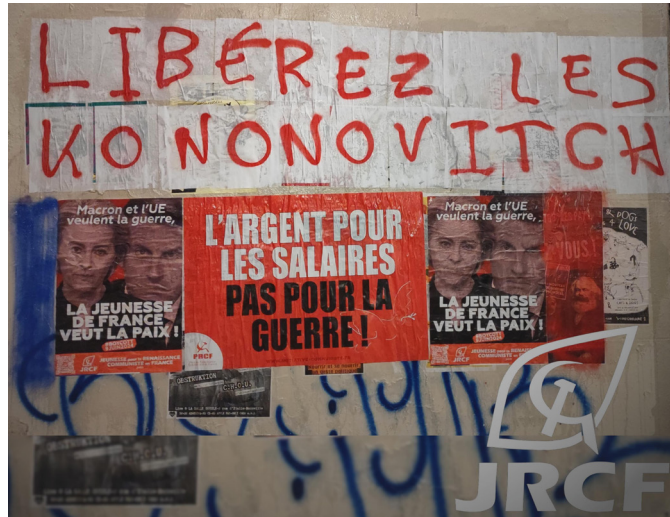
Face aux guerres de l'impérialisme euro-atlantique, en Ukraine, en Palestine, face à la militarisation croissante de nos sociétés européennes, il est plus que jamais temps de dire : « NON ! Notre génération ne servira pas de chair à canon pour les intérêts de la bourgeoisie ! »

Alors toi aussi, rejoins-nous et porte haut ce slogan :

**Les jeunes veulent vivre,  
non aux guerres de l'UE-OTAN !**



Le 8 mai, devant la plaque de Simon Fryd | JRCF 69



Collage en soutien aux Kononovitch | JRCF 13

Organisation de jeunesse du Pôle de Renaissance Communiste en France, comme nos aînés, nous refusons la mutation sociale-démocrate et « euro-constructive » de ce qui était, à la Libération, le grand parti de la classe ouvrière. Nous tendons la main à tous les jeunes communistes de France qui ne doivent plus « errer dans la nature » mais, dès à présent, s'engager pour la reconstruction du Parti communiste qui manque tant aux travailleurs, à la jeunesse et à la nation.

**Retrouvez-nous sur les réseaux et notre site!**



[www.jrcf.fr](http://www.jrcf.fr)

